

DECISION DCC 19-328 DU 05 SEPTEMBRE 2019

La Cour constitutionnelle,

Saisie d'une requête en date à Malanville du 30 juillet 2018, enregistrée à son secrétariat à la même date sous le numéro 1469/224/REC-18, par laquelle monsieur T. Maroufou SALAMI, demeurant à Malanville, BP 742 Natitingou, forme un recours contre l'Etat béninois pour non-respect de l'article 40 de la Constitution ;

VU la Constitution du 11 décembre 1990 ;

VU la loi n° 91-009 du 04 mars 1991 portant loi organique sur la Cour constitutionnelle modifiée par la loi du 31 mai 2001 ;

VU le règlement intérieur de la Cour constitutionnelle ;

Ensemble les pièces du dossier ;

Ouï monsieur Joseph DJOGBENOU en son rapport ;

Après en avoir délibéré,

Considérant que le requérant expose, qu'en violation de l'article 40 de la Constitution, l'Etat n'assure pas la diffusion et l'enseignement de la Constitution ainsi que des textes relatifs à la protection des droits de l'Homme ; qu'il sollicite dès lors l'intervention de la Cour afin qu'il y soit remédié ;

VU l'article 40 de la Constitution ;

Considérant qu'aux termes de l'article 40 de la Constitution :
« *L'Etat a le devoir d'assurer la diffusion et l'enseignement de la Constitution, de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme*

de 1948, de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples de 1981 ainsi que de tous les instruments internationaux dûment ratifiés et relatifs aux Droits de l'Homme.

L'Etat doit intégrer les droits de la personne humaine dans les programmes d'alphabétisation et d'enseignement aux différents cycles scolaires et universitaires et dans tous les programmes de formation des Forces Armées, des Forces de Sécurité Publique et Assimilés.

L'Etat doit également assurer dans les langues nationales par tous les moyens de communication de masse, en particulier par la radiodiffusion et la télévision, la diffusion et l'enseignement de ces mêmes droits » ;

Considérant que la disposition dont la mise en œuvre est poursuivie par le requérant est de nature programmatique ; qu'en l'état où il n'est pas établi que l'Etat a manqué aux devoirs prescrits par le texte visé, il n'y a pas violation de la Constitution ;

EN CONSEQUENCE :

Dit qu'il n'y a pas violation de la Constitution.

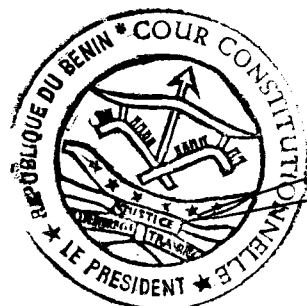
La présente décision sera notifiée à monsieur T. Maroufou SALAMI et publiée au Journal officiel.

Ont siégé à Cotonou, le cinq septembre deux mille dix-neuf,


Messieurs	Joseph Razaki Rigobert A.	DJOGBENOU AMOUDA ISSIFOU AZON	Président Vice-Président Membre
Madame	Cécile Marie José	de DRAVO ZINZINDOHOUE	Membre
Messieurs	André Fassassi	KATARY MOUSTAPHA	Membre Membre

Le Rapporteur,


Joseph DJOGBENOU.-



Le Président,


Joseph DJOGBENOU.-